

Édito

"Le Monde bouge... et vous ?"

rallie toutes celles et ceux qui rêvent d'un monde plus solidaire. Évidemment, beaucoup reste à faire, mais que de chemin parcouru depuis que les acteurs d'éducation au développement œuvrent à mettre la solidarité internationale au cœur du débat public ! Comme chaque année, la Semaine de la solidarité internationale qui se déroulera dans toute la région, en témoignera du 13 au 20 novembre 2010.

Il reste encore bien des combats à mener pour que les engagements pris par les pays du Nord vis-à-vis des pays du Sud soient respectés. Cela passe par la prise de conscience par tous les citoyens, de l'absolue nécessité de la solidarité, bien au-delà des valeurs humanistes réactivées lors de catastrophes humanitaires. Les débats doivent aussi porter sur nos conceptions des échanges. Ils seront réciproques lorsque les peuples du Sud seront associés et reconnus pleinement dans leur contribution au développement économique mondial. Lianes coopération, en tant que réseau régional multi acteurs, se donne pour objectif d'ouvrir des débats, en participant de cette éducation au développement.

Le colloque sur le tourisme responsable qui se déroulera en décembre 2010 à Arras, permettra une confrontation d'idées entre acteurs de la société civile, associations, collectivités, acteurs économiques, sensibles à la dimension humaine des échanges. 12% de ce qui est produit dans le monde, près d'1 milliard de voyageurs, 8% des emplois sont liés au tourisme qui est une activité économique essentielle. Mais quel profit les pays du Nord et du Sud en tirent-ils ? À quel degré le tourisme participe-t-il de la croissance des pays en voie de développement ? Comment les populations locales influent-elles sur les choix opérés ? Y-a-t-il des formes de tourisme alternatifs plus "responsables", plus "équitables", plus "solidaires" qui pourraient être des modèles pour l'avenir ?

Autant de questions pour lesquelles il n'existe pas de réponses simples, mais qu'il faut se poser ensemble *pour que la solidarité internationale devienne l'affaire de tous.*

Luc DE RONNE, Président

FRANCE VOLONTAIRES :



la plateforme des volontariats internationaux d'échanges et de solidarité

Le 1^{er} octobre 2009, à l'initiative des pouvoirs publics et du monde associatif, en réponse au désir d'engagement de nos concitoyens et à la volonté de le rendre plus efficace et pertinent, l'AFVP - Association Française des Volontaires du Progrès, est devenue France Volontaires.



Une volontaire partie en VSI, dans le cadre d'un projet d'appui à la structuration d'organisations piscicoles au Cameroun avec l'APDRA-F, pendant 12 mois.

Poursuivant la mission d'envoi de Volontaires de Solidarité Internationale de l'AFVP, France Volontaires se voit dotée d'une **nouvelle mission d'intérêt général**, à savoir contribuer au développement qualitatif et quantitatif des VIES - Volontariats Internationaux d'Echange et de Solidarité, répartis en 3 catégories : volontariat d'initiation et d'échanges (chantiers de jeunes, voyages découvertes), volontariat de solidarité internationale, et volontariat d'échange de compétences (mécénat de compétence, bénévoles retraités, congés de solidarité internationale).

Pour cette nouvelle mission, France volontaires s'est donné comme

objectif de promouvoir et de valoriser les VIES, de contribuer à développer en qualité et en quantité le nombre de Volontaires, d'accompagner les associations d'envoi de volontaires dans leurs missions, de dynamiser le secteur des VIES, et de concourir au renforcement des politiques publiques.

> Plus d'infos sur www.france-volontaires.org

Sommaire

Édito	P.1
Vie du réseau	P. 2-3
Échanges de jeunes entre le SCI Nord et le JEC de Safi : d'un partenariat à une coopération	P.2
La Communauté d'agglomération de Saint-Omer et la Commune de Lalo au Bénin ont signé !	P.3
Actualité de la Solidarité internationale	P. 4-5
Le tourisme responsable	P. 4-5
Aide au projet	P. 6-7
Un nouvel outil de capitalisation pour <i>la Semaine</i> en région	P.6
Les 10 ans de Lianes coopération	P.6
C'est du jargon ! Le Genre	P.7

Bilan Semaine de la solidarité internationale 2009



En novembre 2009 a eu lieu la 12^e édition de la Semaine de la solidarité internationale.

Les acteurs du Nord - Pas de Calais se sont largement mobilisés à l'occasion de ce temps fort annuel pour sensibiliser de nouveaux publics aux problématiques du développement et aux différentes formes d'engagement. Depuis quelques années, la Semaine prend de plus en plus d'ampleur dans la région. En effet, près de 250 actions, organisées par une centaine d'acteurs, ont été menées en 2009 pour une soixantaine en 2007.

Une soirée débat entre réfugiés immigrés et habitants sur le territoire du collectif La Gohelle, un tour du monde des cultures chez les dunkerquois, des ateliers de Slam sur le thème des migrations avec des lycéens d'Orchies, une soirée théâtrale pas comme les autres en direction des jeunes lillois... et bien d'autres animations ont ainsi ponctué cette 12^e Semaine de la solidarité internationale. Retrouvez le bilan détaillé sur www.lianes.cooperation.org (rubrique La Semaine en région)

La 13^e édition de la Semaine se déroulera du 13 au 20 novembre 2010, le défi sera, cette année encore, d'aller à la rencontre de nouveaux publics, pour que la solidarité internationale devienne l'affaire de tous.

Alors rendez-vous en novembre !

■ ■ ■ SCI Nord et JEC de Safi : d'un partenariat à une coopération

Depuis trois ans et dans le cadre de l'accord de coopération de la Région Nord Pas de Calais et de la Région Doukala Abba au Maroc, le SCI Région Nord met en œuvre avec son partenaire J.E.C (Jeunesse Éducation Coopération) de Safi des projets de solidarité internationale. Ces projets, sous la forme de chantiers de jeunes bénévoles, permettent une rencontre interculturelle entre jeunes Français et Marocains.

Ce sont 16 chantiers qui ont été réalisés depuis le début de cette coopération et 128 jeunes de la Région Nord - Pas de Calais qui se sont ainsi engagés. Ils ont découvert un pays, une culture, des jeunes marocains, et ont participé ensemble à des travaux au profit de la collectivité.

Parmi les travaux réalisés citons la réfection des peintures d'une école, l'aménagement d'un parc public... Ces interventions, qui sont l'occasion de mobiliser de nouveaux acteurs locaux (parents d'élèves, instituteurs, associations d'habitants...) agissent bien souvent comme catalyseur pour le développement local solidaire.

Les travaux peuvent parfois sembler symboliques, mais avant tout, c'est la rencontre interculturelle qui prévaut et qui permet au SCI d'atteindre son objectif principal : favoriser la tolérance, le respect, la compréhension entre les peuples. Car les chantiers de volontaires, qui réunissent des personnes d'origines diverses, ont pour effet de réduire les peurs souvent vecteurs de racisme et d'intolérance engendrées par la méconnaissance de l'autre.



Formation pour les cadres associatifs bénévoles - Safi 2008

Depuis 2 ans et à la demande des collectivités locales Françaises et Marocaines, le SCI Région Nord a mis en place une formation pour les cadres associatifs bénévoles de Safi. Les participants engagés dans des actions de développement local souhaitent développer leurs compétences en termes de méthodologie,

de gestion financière et d'évaluation.

Avec l'aide du programme national royal (INDH), nous avons pu constater que les projets associatifs locaux avaient tous un volet économique fort. En effet pour une association marocaine, la part d'autofinancement doit être importante, car elle est souvent la seule source de recette mis à part le financement par le programme royal INDH.

C'est avec une grande satisfaction qu'aujourd'hui nous constatons, avec le responsable de l'INDH (M. Anouar Dbira), que certains stagiaires de nos formations ont déposé et reçu un avis favorable pour leurs dossiers de demande de subvention.

Le mois de mars dernier, soutenus par le conseil régional du Nord Pas de Calais, nous avons organisé à Safi, cette fois avec tous nos partenaires du Maghreb (Algérie, Tunisie, Maroc) un séminaire de formation intitulé "Ensemble, construire des rencontres interculturelles de jeunes". Avec l'aide d'un formateur spécialisé sur les relations interculturelles (M. Hervé Ott, E.I. Conflits Cultures Coopérations), nous avons échangé sur nos pratiques, fait une approche des différences culturelles, débattu des antagonismes fondamentaux qui sont souvent les causes d'incompréhensions dans nos relations. De cette formation, entre autres, est ressortie de la part des responsables associatifs du Maghreb une volonté de développer les échanges de jeunes entre leurs pays.

Voici donc un aperçu des projets soutenus dans le cadre de l'accord de coopération décentralisée de la région Nord Pas de Calais avec la région de Doukkala Abda.

Cette coopération n'est possible que par l'implication des représentants des institutions et des associations locales.

Pour le SCI, la mise en œuvre de ces projets a été possible grâce au réseau international de l'association. La réussite de cette coopération est basée sur une volonté et des motivations que nous partageons entre Français et Marocains, c'est à partir de valeurs et objectifs communs que nous réussissons nos actions.

C'est ainsi que notre travail partenarial se transforme en coopération.

> Contact : Marc-André HERMAN - SCI Nord - 03 20 55 22 58 - scinord@scinord.fr - www.scinord.fr

La Communauté d'agglomération de Saint-Omer et la commune de Lalo au Bénin ont signé !

La CASO - Communauté d'Agglomération de Saint-Omer - et la commune de Lalo (Couffo, Bénin) ont signé une convention de coopération décentralisée pour la période 2010-2012.

Dans la continuité des réflexions et actions menées en 2008 et 2009, deux axes ont été définis dans le cadre d'un programme triennal 2010-2012 de coopération :

— un appui institutionnel et ingénierique pour l'aménagement du territoire et pour la structuration d'une intercommunalité à l'échelle du département du Couffo, axe qui a fait l'objet d'une réponse à l'appel à projets du Ministère des Affaires Etrangères et Européennes.

— la réalisation d'un réseau d'adduction d'eau potable à partir d'un forage artésien qui bénéficiera à 5 000 personnes en partenariat avec l'Agence de l'Eau Artois-Picardie, la Communauté Urbaine de Lyon et la commune de Lalo.

Lors de la signature de la convention, Joël DUQUENOY, Président de la CASO, a rappelé à l'ensemble des conseillers communautaires et personnes présentes, dont le Consul honoraire du Bénin à Lille, une déclaration de Koffi Annan : "la seule voie qui offre quelque espoir d'un avenir meilleur pour toute l'humanité est celle de la coopération et du partenariat".

Monsieur le Consul, Servais Cyr TOMAVO, a salué cette démarche illustrant l'ouverture de l'audomarois malgré un contexte économique régional et local difficile souvent synonyme de repli sur soi.

Franck Mérelle, directeur de l'agence d'urbanisme et de développement de la Région de Saint-Omer, structure qui met en œuvre la coopération pour la CASO, replit quant à lui les propos de l'ancien commissaire européen en charge du Développement et de l'Aide humanitaire, Louis Michel, pour témoigner du fait qu'il est possible d'entreprendre des projets utiles, solidaires et efficaces avec des moyens modestes.

Les échanges tenus lors de cette soirée ont apporté de nombreuses réponses à la question souvent posée "Qu'est-ce



que vous apporte la coopération ?" : enrichissement humain et professionnel par le partage d'expériences, ouverture sur de nouveaux horizons, sur une nouvelle culture, possibilité de véhiculer des valeurs de citoyenneté, d'humanité auprès des administrés...

La coopération donne ainsi un autre sens à la mondialisation qui ne doit pas se résumer aux seuls flux de marchandises et de capitaux. La dimension humaine doit être replacée au cœur de ces processus pour que cette globalisation des échanges, dominée par la course effrénée au profit, se fasse par le prisme d'une morale définie et partagée par tous.

Autre intérêt évoqué sur l'apport d'une telle démarche : les projets de coopération menés par la CASO permettent de faire rayonner le territoire bien au-delà de ses limites par les contacts pris, les réseaux créés, et les présentations faites aux partenaires, qui constituent autant de moments durant lesquels chaque acteur du projet devient ambassadeur de son territoire.

Hasard du calendrier, cette signature est intervenue dans le cadre de la Semaine de la solidarité internationale à laquelle la CASO a participé aux côtés d'un collectif d'associations de l'audomarois témoignant une nouvelle fois qu'aux côtés des citoyens et des associations, les collectivités et intercommunalités s'engagent elles-aussi.

> Contact : Nicolas ROCHAS, nicolas-rochas@aud-stomer.fr - Agence d'Urbanisme et de Développement de la Région de Saint-Omer - 1 rue de Colmar - BP 80096 - 62507 ARQUES Cedex - www.aud-stomer.fr

Brèves

Retour sur le colloque : "La coopération internationale des collectivités"



Cette rencontre, organisée le 10 décembre 2010 à Lille par Lianes coopération avait pour objectif d'informer les participants sur la coopération décentralisée, de leur faire prendre conscience de l'intérêt d'ouvrir le territoire à l'international autour de la collectivité, de leur permettre de se rencontrer, d'échanger sur leurs pratiques voire de nouer des partenariats, et de donner envie aux collectivités présentes d'aller plus loin dans la démarche et de s'engager dans une coopération de territoire à territoire.

Avec 141 participants dont 59 représentants de collectivités, le bilan quantitatif est assez positif. Selon les participants le colloque a permis "de bons échanges pratiques, des témoignages précis et évocateurs", il leur a donné "un bon aperçu des actions de coopération décentralisée", et aussi "une bonne connaissance des services rendus par la coopération décentralisée". Petit bémol : la difficulté à mobiliser les collectivités non engagées malgré un gros travail de communication et de partenariat en amont. C'est pour cela que Lianes coopération poursuit, tout au long de l'année, son travail de sensibilisation et d'appui aux collectivités.

> Pour plus d'informations, contactez François DERISBOURG - f.derisbourg@lianescoperation.org

■ ■ ■ **Tourisme responsable : Différents acteurs pour différents enjeux, quelles perspectives ?**

Différents types d'acteurs œuvrent aujourd'hui pour développer le tourisme responsable : les acteurs du développement qui montent des projets de tourisme solidaire en partenariat avec les populations locales et dans le seul intérêt de celles-ci, et les professionnels du tourisme qui développent une activité commerciale tout en respectant des valeurs humaines et environnementales.

Si l'objet initial de leurs actions est différent, nous pensons que ces acteurs auraient intérêt à travailler ensemble pour améliorer la qualité et l'impact des séjours qu'ils proposent. En effet, les projets de tourisme solidaire mis en place par les ONG et autres acteurs du développement sont généralement de qualité car ils bénéficient d'une bonne connaissance des potentiels et des besoins des partenaires au Sud. En revanche, ils ont souvent du mal à se faire connaître et à trouver leur public. Les circuits proposés par les professionnels du tourisme bénéficient d'une popularité et d'une communication suffisante pour intéresser un certain public mais leur démarche responsable est loin d'être aboutie car secondaire au regard de l'aspect lucratif.

Il est également important de souligner que, si le tourisme de masse a des conséquences néfastes voire dramatiques pour les populations

locales et leur environnement, le tourisme responsable peut être un véritable levier pour le développement local des pays du Sud, notamment dans les zones rurales (création d'une activité économique de proximité, valorisation de l'environnement et de la culture, retombées financières plus équitables, etc.).

D'une manière générale, si les acteurs et les enjeux sont multiples, l'objectif partagé par les membres de Lianes coopération est bien de participer au développement économique des pays du Sud dans le respect des populations. C'est pour cela qu'il nous semble important de mettre en place une démarche de progrès basée sur des partenariats "gagnants-gagnants", qui permette à la fois d'augmenter le nombre de voyageurs de tourisme responsable, et d'améliorer la qualité et l'impact des séjours proposés.

Afin de mettre en perspective ces propos, nous avons demandé leur avis à deux acteurs concernés : l'association de solidarité internationale ELANS de Halluin qui travaille depuis plusieurs années en partenariat avec l'association Tockem au Cameroun, notamment sur la création de séjours de tourisme solidaire, et le réseau ATR - Agir pour un tourisme responsable, qui réunit et propose une certification basée sur un référentiel de pratiques à des voyageurs de taille petite à moyenne.

■ ■ ■ **Rencontre avec Blaise METANGMO, Président de l'association ELANS et membre fondateur de l'association Tockem au Cameroun.**

Pouvez-vous nous présenter les actions de tourisme solidaire que vous menez avec votre partenaire camerounais ? (origine, objectif, démarche...)

En 2001, l'association Tockem a été créée par les habitants du village Ntsingbeu, groupement Bafou de la province de l'ouest du Cameroun. À l'origine, l'association avait pour objectif de répondre aux besoins des populations notamment en termes de création d'emploi et d'accès à l'éducation. Étant donné le nombre d'expatriés présents sur le territoire en demande d'échanges et de découverte, et la richesse de la culture locale, le tourisme solidaire s'est tout de suite imposé comme l'instrument idéal de développement local.

L'association Tockem a donc mis en place un séjour de tourisme, en formule ou à la carte (ex : 650 euros + billet d'avion, pour un séjour tout compris de 11 jours), qui se veut intégré à la vie locale, équitable en termes de rémunération pour les services rendus par la population d'accueil, et durable pour l'environnement et les générations à venir.

Parallèlement la même année, afin d'alerter en France sur les dégâts causés par le tourisme de masse et d'informer sur



le tourisme solidaire comme alternative possible, l'association Tockem France a vu le jour à Halluin. Son objectif était également de promouvoir les échanges entre les populations d'Halluin et de N'Kongzem en s'appuyant sur l'accord de jumelage et de coopération existant entre les deux communes. Depuis 2004, l'association a fusionné avec l'association halluinoise Elans qui œuvrait déjà, dans le cadre de l'accord de coopération, autour de la santé, de l'éducation et de l'environnement.

Quel impact les séjours réalisés ont-ils eu sur les populations locales ?

Tout d'abord, les habitants qui accueillent les touristes ont bénéficié de formations sur

l'hygiène, la nutrition, l'accueil et le service. L'action va même aujourd'hui plus loin car elle s'inscrit dans un nouveau projet : la formation "d'Agents polyvalents du changement", dont la mission sera de transmettre à leur tour les savoirs acquis à d'autres habitants.

Ensuite, la totalité des bénéfices sont réutilisés dans les projets de développement. Ainsi, forages pour l'accès à l'eau, construction d'école, rémunération des instituteurs, création d'un centre de formation pour jeunes filles, sont autant d'actions qui ont vu le jour grâce aux retombées du tourisme solidaire.

À ce jour, l'école accueille 300 enfants dont la scolarité est payée en majeure partie grâce aux revenus des séjours organisés.

Comment communiquez-vous sur vos séjours ? Rencontrez-vous des difficultés à ce niveau ?

Nous communiquons par le biais de notre site internet, à travers les témoignages d'anciens touristes, et en nous rendant sur des forums liés au tourisme, mais il faut avouer que la communication n'est pas notre point fort. Nous n'avons pas de charte graphique et pas de spécialiste au sein des membres de l'association. De plus nous manquons

cruellement de temps, c'est pourquoi cet aspect de l'action passe bien souvent après le reste.

Maintenant, il faut savoir que, même si nous cherchons encore à développer cette action de tourisme solidaire, notre action n'a pas vocation à se transformer en une autre forme de tourisme de masse. Actuellement nous envoyons une trentaine de touristes par an, et environ 200 expatriés bénéficient de certains services touristiques sur place tout au long de l'année. L'objectif est d'augmenter légèrement le nombre de touristes envoyés

et de le maintenir d'une année sur l'autre, mais pas de le multiplier par 10. L'objectif est bien de contribuer au développement local en s'appuyant sur les potentiels existants, pas de transformer les habitants et leur territoire en "usine touristique".

Vous êtes-vous déjà rapproché de professionnels du tourisme pour échanger sur vos pratiques et améliorer l'impact de vos actions ?

Nous avons tenté quelques contacts auprès d'agences de voyage pour promouvoir nos

séjours, mais nous n'avons obtenus aucuns résultats concrets. La volonté est bien là, mais c'est une démarche qui demande énormément de temps. De plus, le coût des séjours de tourisme solidaires est souvent un frein pour les voyageurs classiques.

En revanche, nous avons récemment été contactés par deux comités d'entreprise pour qui le concept est intéressant. Cela nous a fait prendre conscience que nous devrions être d'avantages proactifs vis-à-vis de ce type de partenariat. Une piste à creuser...

■ ■ ■ Interview de Yves GODEAU, Président d'ATR - Agir pour un Tourisme Responsable

Pouvez-vous nous présenter les objectifs et la démarche d'ATR ?

Les membres d'ATR sont des Tours opérateurs, professionnels du tourisme, qui souhaitent adopter une démarche responsable pour limiter leur impact environnemental et social, et améliorer leur image interne comme externe. ATR leur propose une certification dont les objectifs principaux sont d'impliquer et de respecter les populations locales dans le développement et de minimiser l'impact des activités touristiques sur l'environnement. Il faut bien comprendre que la vocation des membres d'ATR n'est pas de développer le tourisme solidaire. Les voyages solidaires qu'ils proposent sont une thématique parmi d'autres (aventure, culture...) qui s'adresse à un public spécifique dont la demande est faible.

Menez-vous un travail de sensibilisation auprès des voyageurs classiques pour élargir votre réseau ?

La démarche de certification que nous proposons est assez lourde, elle demande de respecter un certain nombre de critères dans la conception des séjours et entraîne des coûts supplémentaires. C'est pourquoi nous ne sommes pas proactifs dans la sensibilisation de nouveaux membres, les voyageurs membres d'ATR sont volontaires à la base, ce sont eux qui nous contactent.

"Travailler avec des partenaires locaux" fait partie de vos objectifs, pouvez-vous nous expliquer comment cela se concrétise ?

Les membres certifiés d'ATR s'engagent à reverser une partie de leurs bénéfices aux populations locales ou à mettre en place

directement des actions de solidarité comme le nettoyage de sites ou la valorisation du patrimoine. Pour mettre en œuvre ces actions, nous travaillons avec des ONG françaises ou locales, mais la difficulté est de trouver le bon interlocuteur. Nous préférons travailler avec des petites ONG dont on est sûr que l'argent servira réellement aux populations locales, mais ce n'est pas toujours évident.

Certains acteurs du développement (ONG, collectivités...) mettent en place des séjours de tourisme solidaire en partenariat avec leur partenaire du Sud, dans le but de créer du développement local au seul profit des populations. Seriez-vous prêts à travailler avec eux dans une démarche partenariale de progrès ?

Comme je vous l'expliquais, les enjeux et les objectifs des voyageurs sont très différents de ceux des acteurs du développement. La démarche est certes intéressante, mais elle me semble difficile à concrétiser. Il arrive que certaines ONG nous contactent en ce sens, mais ce sont toujours les "grosses" dont l'objectif est avant tout de trouver de nouveaux fonds pour leurs actions de développement.

Le 9 décembre 2010, nous organisons un colloque sur le tourisme responsable dont l'objectif est justement de réunir les différents types d'acteurs, que pensez-vous de cette initiative ? Y serez-vous présents ?

C'est une excellente initiative ! Il me semble que dans ce domaine encore plus que dans d'autres, le travail en réseau est indispensable. Bien sûr, nous essayerons d'être présents le 9 décembre !



Pour aller plus loin...

Colloque sur le Tourisme responsable

Le 9 décembre 2010 à Arras

Ce colloque, organisé par Lianes coopération a pour objectif de dresser les perspectives du tourisme responsable à l'international via les acteurs de solidarité internationale du Nord - Pas De Calais et les professionnels du tourisme. Lors de cette journée, plénières et ateliers apporteront des éclairages sur : le contexte et les enjeux du tourisme responsable, la diversité des acteurs, les pratiques émergentes, la promotion du tourisme responsable, la sensibilisation au changement de mentalités...

Cette rencontre permettra de partager les points de vue et les modes de faire des différents acteurs. Il s'agira également d'entrer dans une démarche partenariale de progrès qui favorise le développement d'un tourisme responsable de qualité, au profit des populations locales.

Nous vous attendons nombreux pour enrichir le débat !

> Plus d'infos : François DERISBOURG
f.derisbourg@lianescooperation.org

Brèves

Une nouvelle animatrice pour le DRAPP



Pendant quelques mois et pour raison de maternité, Pascale CHOQUET laissera sa place à Charlotte LION pour animer le Dispositif régional d'appui aux porteurs de projets. Si vous contactez le DRAPP pour être accompagné sur votre projet, vous aurez donc le plaisir de faire la connaissance de Charlotte, à qui nous souhaitons la bienvenue dans l'équipe.

Un statut pour les volontaires étrangers

Le statut de service civique est accessible aux personnes de nationalité française, aux personnes membres de l'UE et de l'EEE, aux personnes qui résident sur le territoire français depuis plus d'un an et aux personnes originaires d'un pays qui accueille des volontaires français sous réserve des procédures d'obtention de titre de séjour. Ce dernier point constitue une nouveauté et permet d'offrir un statut à des étrangers qui seraient volontaires en France. Cela ne règle pas encore la question de l'obtention du titre de séjour, mais cela permet quand même de disposer d'un statut juridique pour accueillir des volontaires étrangers, ce qui est une grande avancée.

> En savoir plus sur www.legifrance.gouv.fr
Texte de loi : LOI n° 2010-241 du 10 mars 2010 relative au service civique

Un nouvel outil de capitalisation pour la Semaine en région



Lianes coopération - Coordinateur en région pour l'animation de la Semaine, a pour mission d'animer une dynamique régionale autour de la Semaine dans le but de monter en qualité les animations et de donner de la visibilité à l'évènement. Afin d'aider les organisateurs de la Semaine en Nord - Pas de Calais dans leur quête d'informations, d'idées, d'outils, de contacts ou de partenaires, Lianes coopération a créé un espace spécifique sur son site internet.

Ainsi vous trouverez dans cette rubrique intitulée "La Semaine en région" : la liste des collectifs d'acteurs en région et leurs coordonnées, des informations sur les possibilités d'accompagnement, de formation et de financement, l'agenda des rencontres d'échanges liées à la Semaine, des fiches de capitalisation sur les modalités d'organisation des collectifs, des fiches actions qui vous donneront des idées d'animations, des outils pédagogiques et méthodologiques, ainsi que des éléments concernant la communication avec les médias.

Cet espace a été créé spécialement pour les organisateurs de la Semaine et il se veut un véritable outil de mutualisation, c'est pourquoi nous vous invitons à contribuer à son alimentation en remplissant les fiches "Collectif" et fiches "Action" téléchargeables sur le site, et en nous faisant part de toute information profitable au réseau.

> Pour plus d'informations, contactez Séverine PODEVIN - s.podevin@lianescoperation.org



Les 10 ans de Lianes coopération

Le vendredi 22 janvier 2010, Lianes coopération fêtait ses 10 ans à la Maison de l'éducation permanente...

Cette soirée anniversaire fut l'occasion de réunir une soixantaine d'acteurs du réseau et de revenir sur 10 ans d'activités et d'évolution stratégique, mais également d'échanger sur l'intérêt d'un réseau multi-acteurs à travers une table ronde réunissant les différentes familles d'acteurs du réseau : associations, collectivités, entreprises, universités. Ont donc participé à cette table ronde : Bertrand GALLET de Cités Unies France, Marc DESBUQUOIS de la ville d'Halluin, Jean-Luc LODS du Département du Pas de Calais, Guy DECQUEKER du CCFD Terre solidaire - Comité catholique contre la faim et pour le développement - et Guy POURBAIX du réseau Alliances - Pour la responsabilité sociale et environnementale des entreprises.

Force fut de constater que, si différents types d'acteurs sont présents au sein du réseau et que cette dimension multi-acteurs est porteuse de richesses et d'innovation,

un travail de renforcement des actions partenariales et d'ouverture à de nouvelles familles d'acteurs reste à faire.

Après un retour sur ses 10 premières années, Lianes coopération s'est donc attaché à présenter ses perspectives de développement pour les années à venir : développer des liens avec d'autres réseaux multi-acteurs en Europe, consolider les moyens des réseaux régionaux en France par le partage d'objectifs et de méthodologies d'évaluation, renforcer les partenariats avec des réseaux réunissant d'autres familles d'acteurs en région (économiques, universitaires, développement durable, etc.), élaborer de nouvelles méthodologies dans l'animation d'un réseau multi-acteurs. Ce fut également l'occasion de répreciser les principes d'actions de Lianes coopération à savoir : subsidiarité, capitalisation/diffusion, prospective et innovation.

■ ■ ■ C'EST DU JARGON !

Le genre



Le genre, un concept qui ne concerne pas seulement les femmes

De plus en plus d'acteurs de la solidarité internationale s'intéressent à la question du "genre", cependant, le concept même du "genre" n'est pas toujours évident à saisir et souvent assimilé à la cause féministe. Si la prise en compte du "genre" a longtemps été synonyme de l'intégration des femmes au développement, ce n'est plus le cas aujourd'hui, en tous cas plus seulement.

Le "genre" est un terme largement utilisé par les institutions de coopération et de solidarité internationale pour désigner les rôles sociaux attribués à chaque sexe et les rapports sociaux entre femmes et hommes. Au-delà de la différence biologique des sexes, les rôles et stéréotypes féminins et masculins sont socialement construits, institutionnalisés, intégrés dans les mentalités et les cultures. Ils se caractérisent, partout dans le monde, par des inégalités en très grande majorité au détriment des femmes. Les hommes étant particulièrement dominants en matière de pouvoir et de prise de décision au niveau politique et économique.

Il ne s'agit plus désormais d'intégrer les femmes au développement, mais de prendre en compte les rapports entre hommes et femmes et de remettre en question la conception même du développement, en promouvant un développement plus équitable et participatif, basé sur une véritable analyse du contexte culturel.

On associe encore naturellement le genre aux projets de développement destinés spécifiquement aux femmes, pourtant la prise en compte du genre peut exister, et devrait exister, dans tout type de projet de développement. L'objectif étant de prendre en compte la réalité des rapports hommes femmes et de répondre à leurs besoins respectifs pour lutter contre les discriminations. Par exemple, concernant les projets d'accès à l'eau potable, il est important de savoir que dans la plupart des pays d'Afrique,

ce sont les femmes qui vont chercher l'eau chaque jour, mais que ce sont aux hommes que l'on s'adresse pour le montage du projet. Les besoins des femmes sont donc rarement pris en compte alors qu'elles sont les premières concernées.

Il s'agira donc d'intégrer une analyse et des objectifs de genre dès la conception du projet et à toutes les étapes de sa mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation. Une analyse du contexte culturel basée sur un diagnostic participatif et concerté adressé aux hommes comme aux femmes, permettra de fonder le projet sur des bases durables, en accord avec la réalité des rapports sociaux et de réduire les inégalités plutôt que de les aggraver.

La prise en compte du genre, une réflexion menée au Nord comme au Sud

On a souvent tendance à penser que les pays développés que nous sommes détiennent le monopole de la réflexion en termes de droits humains... Pourtant, force est de constater que de nombreuses initiatives ont lieu dans les pays du Sud, aussi bien au niveau gouvernemental qu'au niveau de la société civile.

Pour exemple il existe, à Madagascar, une plateforme d'échange et de réflexion sur l'intégration du genre. Le Rwanda a adopté une législation et une réglementation qui garantissent à de nombreux égards l'égalité des sexes et a intégré la dimension "genre" dans son processus de développement.

Si dans les faits les changements sont lents et les discriminations toujours présentes, il est important de savoir que nos partenaires au Sud mènent eux aussi des réflexions et mettent en place des actions intégrant le genre. Une des premières choses à faire avant de démarrer un projet est donc de se rapprocher des instances ou personnes ressources locales qui œuvrent toute l'année sur leur territoire et qui en ont une très bonne connaissance.

En bref !

Le genre désigne à la fois un concept sociologique (le sexe social, les rapports sociaux entre hommes et femmes) et une grille d'analyse, un outil pratique pour agir plus efficacement

- genre ≠ sexe biologique / genre = construction sociale des identités de sexe
- genre ≠ femmes / genre = interactions sociales entre hommes et femmes
- genre ≠ parité, égalité, mixité -> genre = politique pouvant mettre en œuvre des outils comme parité, égalité, mixité
- genre ≠ projet pour le Sud seulement / genre = démarche aussi au Nord : fonctionnement interne des institutions, éducation au développement, plaidoyer...
- genre ≠ affaires sociales / genre = dans tous les secteurs : gouvernance, économie, environnement, recherche...

Brèves

Atlas français des coopérations décentralisées



La Commission nationale de la coopération décentralisée (CNCD) a lancé son Atlas français de la coopération décentralisée et des autres actions extérieures. Cet Atlas recense de manière cartographique toutes les actions internationales menées par les collectivités territoriales françaises : coopérations décentralisées (y compris les jumelages) et l'ensemble des actions ponctuelles ou non conventionnées. Près de 12129 projets de coopération décentralisée, menés par 4756 collectivités territoriales françaises avec 9889 collectivités partenaires de 140 pays y sont répertoriés à ce jour.

La France est le seul pays membre de l'Union européenne à disposer d'un tel instrument à l'échelon national. Trois accès sont possibles :

- Accès monde : consulter les projets menés par continent et par pays
- Accès France : consulter les projets menés par région, par département et par collectivité
- Recherche avancée : faire des recherches en saisissant un mot-clé ou en croisant plusieurs données de votre choix (thématiques, pays, région, cofinancements, partenaires...)

> Retrouvez l'Atlas sur <http://cncd.diplomatie.gouv.fr>

Formations Automne / Hiver 2010



Le programme des formations en Nord - Pas de Calais vient de paraître, n'hésitez pas à nous le demander ou à le télécharger sur

www.lianescoperation.org

Comment adhérer à Lianes ?

Lianes coopération anime le réseau des acteurs de la région Nord - Pas de Calais impliqués dans des actions de Coopération internationale.

Vous pouvez manifester votre engagement actif dans cette dynamique de partage de connaissances, d'expériences et de compétences avec les autres acteurs de la Coopération internationale, en adhérant à l'association.

La demande se fait par adhésion à la charte et par courrier adressé au Président, en y joignant le questionnaire de recensement de Lianes si ce n'est déjà fait, les statuts de votre organisme et la copie de sa publication au Journal Officiel.

Montant des cotisations :

- 30 € pour les associations, établissements scolaires et universitaires, cliniques et hôpitaux, organismes socioprofessionnels et consulaires
- 200 € pour les collectivités de moins de 20 000 habitants
- 500 € pour les collectivités ayant entre 20 000 et 40 000 habitants
- 1 000 € pour les Collectivités de plus de 40 000 habitants

Lianes électro

Lianes coopération diffuse chaque mois, une lettre d'information électronique à près de 2 500 personnes qui ont communiqué leur adresse e-mail. Si vous souhaitez être destinataire de cette lettre, envoyez un message à l'adresse suivante : lianescoperation@wanadoo.fr en précisant votre demande.

Ayez le réflexe !

Adhérents, vous pouvez participer à la rédaction de ce Bulletin en nous communiquant l'actualité et les projets de votre organisme.

> Contact : *Lianes coopération au 03 20 85 10 96*

Ce bulletin à parution trimestrielle est édité à 3 000 exemplaires et envoyé à tous les organismes du Nord - Pas de Calais engagés dans la coopération internationale ayant répondu au questionnaire de recensement de Lianes coopération ainsi qu'aux partenaires en et hors région.

Partenaires financiers de Lianes coopération :



Les structures adhérentes à Lianes coopération

- ABC d'Ailleurs (Tourcoing)
- ABN (VILLENEUVE D'ASCQ)
- ADNSEA - Réseau Rencontres (LILLE)
- AES (SAINT OMER)
- AFDI Nord - Pas de Calais (SAINT LAURENT BLANGY)
- AGIR abcd Nord - Pas de Calais (LILLE)
- Aider et connaître (FORT MARDYCK)
- AJC (SAINT AMAND LES EAUX)
- Amitié Partage avec Akono (VALENCIENNES)
- Angata-Lambersart (LAMBERSART)
- APJ Togo (BAILLEUL)
- ASDC (RONCQ)
- Asie Touquet Solidarité (LE TOUQUET PARIS PLAGE)
- Association d'aide aux enfants de la rue (ROUBAIX)
- Association de jumelage-coopération Roncq-Sélinkégny (RONCQ)
- Association des Comités d'habitants Arras Ouest (ARRAS)
- AVEC 62 (ANZIN SAINT AUBIN)
- AVEC (MARLY)
- Ayecama (RONCHIN)
- Cadrasié (LILLE)
- Cap solidarités (LILLE)
- CCFD - Comité diocésain de Lille (LILLE)
- CDSI - Centre de documentation, d'information et d'animation pour le Développement et la Solidarité Internationale (BOULOGNE SUR MER)
- CEFIR (DUNKERQUE)
- Centre socioculturel Audrey Bartier (WIMEREUX)
- Ch'Faid (LIBERCOURT)
- Ch'ti Jeunes vidéo (HOUDAIN)
- Collège Jean Zay de Lens - SEGPA (LENS)
- Comité Départ (GENECH)
- Comité Tinkaré Mali (FACHES THUMESNIL)
- Communauté d'agglomération de la Porte du Hainaut (WALLERS AREMBERG)
- Communauté urbaine de Dunkerque (DUNKERQUE)
- Communauté urbaine de Lille Métropole (LILLE)
- Concordia - Relais Nord - Pas de Calais et Picardie (ROYE)
- Consulat du Sénégal (LILLE)
- CORENS (LILLE)
- Coup de coeur pour le Burkina-Faso (PROVILLE)
- CRDTM (LILLE)
- Département du Pas de Calais (ARRAS)
- Diapason (DUNKERQUE)
- Écoliers du Sénégal (WAVRIN)
- ELANS (HALLUIN)
- Élevages sans frontières (WASQUEHAL)
- ENVIE (VILLENEUVE D'ASCQ)
- Espace éolien régional (LILLE)
- ESSOR (MARCQ EN BAROEUL)
- Fédération régionale des MJC - Maisons des Jeunes et de la Culture (LILLE)
- Fédération régionale des maisons familiales rurales (AMIENS)
- France-Liban coopération (MONS EN BAROEUL)
- Fraternité Tout Horizon (DUNKERQUE)
- GRDR - Groupe de Recherche et de Réalisations pour le Développement Rural (LILLE)
- GREF Région Nord (LILLE)
- Guillaume de Rubrouck (RUBROUCK)
- IDEAL (CAPINGHEM)
- Imiks imik (SAINT OMER)
- Institut agricole d'Hazebrouck (HAZEBROUCK)
- ISF - Nord (VILLENEUVE D'ASCQ)
- ISLV (LILLE)
- Lambersart Kaniv Ukraine (LAMBERSART)
- Le Partenariat (LILLE)
- L'écho du tam-tam (DUNKERQUE)
- Les écoliers du Gojam (MONT BERNANCHON)
- Les enfants de Louxor (MARCQ EN BAROEUL)
- Loos N'Gourma (LOOS EN GOHELLE)
- Lycée professionnel Dinah Derycke (VILLENEUVE D'ASCQ)
- Maison de la Polonia (HENIN BEAUMONT)
- Maison des Himalayas - 59 (BERTHEN)
- Marçq Madagascar (MARCQ EN BAROEUL)
- Mayacoer (VILLENEUVE D'ASCQ)
- Mission locale Sambre Avesnois (MAUBEUGE)
- MJC d'Halluin (HALLUIN)
- MRJC Nord - Pas de Calais (ARRAS)
- NATIFS (HESDIN)
- NRG/Ethique (CALAIS)
- Partage enfance Mali (DAINVILLE)
- Petits frères d'Afrique (AVION)
- Région Nord - Pas de Calais (LILLE)
- SCI Nord (LILLE)
- Service Échange Coopération (LILLE)
- SIDI (PARIS)
- Solibama (LILLE)
- Tharangambadi (CROIX)
- Timoun d'Haïti (VILLENEUVE D'ASCQ)
- Touscan (WATTRELOS)
- Un filleul pour Madagascar Grandir ensemble (DOUAI)
- Ville de CALAIS
- Ville de DUNKERQUE
- Ville de HALLUIN
- Ville de LE PORTEL
- Ville de LILLE
- Ville de LINSSELLES
- Ville de LOOS EN GOHELLE
- Ville de MAUBEUGE
- Ville de ROUBAIX
- Ville de SEQUEDIN
- VNMSF (MONS EN BAROEUL)

Lianes coopération, réseau d'appui à la Solidarité internationale en Nord - Pas de Calais, vous propose, toute l'année :

- un observatoire de l'actualité de la coopération décentralisée et de la Solidarité internationale en région et ailleurs
- des formations d'aide au montage de projet et à la recherche de financements
- un appui-conseil individualisé aux porteurs de projets de territoire à territoire ou d'envergure régionale (les autres appuis sont pris en charge par le DRAPP)
- une mise en synergie des compétences et des ressources en appui

Bulletin d'information de Lianes coopération

Président : Luc DE RONNE • Directrice de publication : Angélique VINCENT • Coordination de la rédaction : Séverine PODEVIN • Ont participé à la réalisation de ce numéro : Pascale CHOQUET, François DERISBOURG, Luc DE RONNE, Séverine PODEVIN, Sophie POUILLART, Angélique VINCENTMaquette : TItane • Imprimerie : La Monsoise, 5 Av. Léon Blum - 59371 Mons en Barœul • ISSN : 1630-2729 • Imprimé sur papier recyclé

S/c Maison régionale de l'environnement et des solidarités

23 rue Gosselet 59000 Lille • Tél/fax : 03 20 85 10 96
lianescoperation@wanadoo.fr • www.lianescoperation.org